

Comment tuer son mari avec un copain policier et un flic du contre-espionnage

L'épouse d'un élu divers droite a sollicité un ami garde du corps pour trouver un tueur à gages

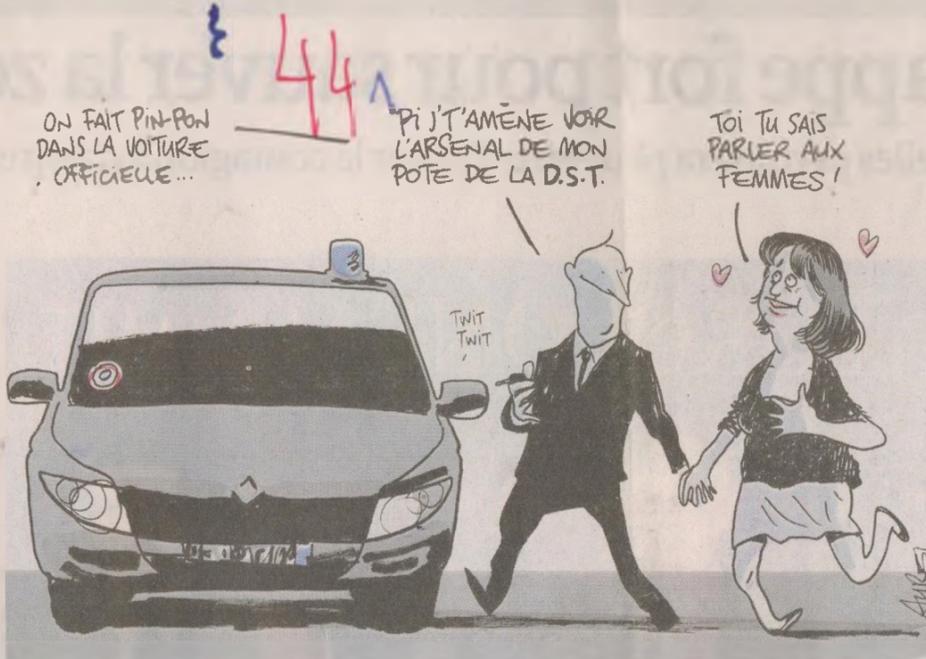
Ils se sont rencontrés en septembre 2010 à Biarritz, aux journées parlementaires de l'UMP - aux soirées parlementaires plutôt, quand les militants tout bronzés cessent d'écouter les discours de leurs héros et dansent sur le tube de l'été. Lui, Michel Gallière, 43 ans, policier au service de protection des hautes personnalités, est venu accompagner le président de l'Assemblée nationale, Bernard Accoyer, dont il est l'un des deux gardes du corps depuis juin 2010. Elle, Laurence Honoré, belle plante de 44 ans aux faux airs de Catherine Jacob, est la femme de Christian Honoré, conseiller municipal divers droite de Valenton, dans le Val-de-Marne, et assistant parlementaire d'un sénateur UMP.

La mère de famille et le « man in black » se revoient à Paris, chacun marié mais souvent solitaires, comme tous ceux qui partagent la vie des politiques. « Comme des copains de régiment », nuance-t-il, même s'il avoue des « pulsions ». Elle a un amant à Rennes, est en train de divorcer, devenu invivable à ses dires depuis sa lourde défaite aux dernières élections municipales et cantonales.

C'était parfois un café, le matin à l'Assemblée. Un ciné l'après-midi - ils étaient allés voir Podalydès en Sarkozy dans *La Conquête*. Ils se retrouvaient parfois aussi chez lui, dans l'appartement de fonction de l'avenue de Saxe, ou dans le pavillon des Honoré, à Saint-Maurice, dans le « 9-4 » chic. Il emmenait ses enfants à elle faire « pin-pon pin-pon dans la Mégane de service ». Prestige du gyrophare.

Jusqu'au 15 juin 2011. Ce jour-là, peu après minuit, Laurence Honoré, pieds nus, gants en Latex, casque de Mobylette et cagoule sur la tête, attend son mari en rôdant dans le jardin, avec un revolver 22 long rifle au poing chargé de six cartouches. Est-ce parce que Christian Honoré ne sort pas de la maison ? Ou est-ce de l'avoir si longtemps attendu, « assise dans l'herbe », qui lui a donné « le temps de la réflexion » ? Laurence Honoré s'en va finalement sans se servir de son arme. C'est là, sur le trottoir que l'interpelle la brigade anticriminalité, prévenue par Honoré qu'une ombre rôde dans le jardin.

Mise en examen pour « tentative d'homicide avec préméditation », elle est incarcérée à Fleury-Mérogis (Essonne). Derrière les barreaux aussi, aux quartiers VIP de Mesnes et de la Santé, deux fonctionnaires de police : Michel Gallière, le garde du corps, et son ami Jean-Noël Naturel, détaché de la DST, le contre-espionnage français. Mis en examen, ensemble, pour



« complicité de tentative d'assassinat » et « association de malfaiteurs ».

En garde à vue, Laurence Honoré, femme fragile habituée aux tentatives de suicide, a reconnu que, deux mois plus tôt, les relations avec son mari s'étant « fortement dégradées », elle avait « décidé de l'éliminer ». Elle demande à son copain garde du corps, qui après tout protège des ministres depuis 1998, s'il ne pourrait pas lui trouver un tueur à gages. « Je lui ai dit qu'en

« Je lui ai dit qu'en France, on fait pas liquider son mari parce qu'il nous fait chier », a déclaré le garde du corps

France on fait pas liquider son mari parce qu'il nous fait chier », commence par répondre Michel Gallière.

« Je la crois pas, car je vois qu'elle déraile », assure-t-il aujourd'hui. Il est vrai qu'elle raconte tant d'histoires, Laurence ! Par exemple, que... Jean-François Copé a mis « un contrat » sur la tête de son mari après que ce dernier a « ouvert une page Facebook dans laquelle il dénonce toutes les manipulations UMP du Val-de-Marne », explique-t-elle en garde à vue. Sur Facebook, pourtant, Christian Honoré « aime » Copé, avant même « la majorité présidentielle » ou « François Baroin ». Gallière s'est aussi souvenu de l'avoir entendue dire que, « si son mari disparaissait dans des conditions violentes, c'est du côté

[de Jean-François Copé] qu'on devrait aller chercher ».

Au moins le policier voit-il une occasion de réaliser, pour lui ou un autre, une petite affaire financière. Il assure n'avoir jamais évoqué la somme de « 20 000 euros » qu'elle a citée. Mais, le 16 juin, il reconnaît devant les enquêteurs lui avoir dit - « pour la calmer » et « s'en débarrasser » - « je vais voir si je peux te trouver quelqu'un, mais c'est pas facile, et ça doit coûter très cher ».

Laurence Honoré finit par s'impatienter. Quelques heures avant qu'elle n'enfile sa panoplie de motard, elle bombarde Michel de textos codés - il lui a appris ces manières de « polar noir ». « Tu peux demander au plombier si j'ai la peinture ce soir ou pas ? », « Je suis mûre de chez mûre », « Je vais faire le travail moi-même... », « Je sais mais attends », répond Michel. Il lui a promis de lui présenter « le Père Noël ». Le Père Noël ? Jean-Noël Naturel, copain de promo à l'école de police, ex-para recyclé dans le groupe enquêtes et filatures de la DST.

En garde à vue, le beau gosse aux yeux bleus et aux muscles entrete nus a nié avoir imaginé jouer les tueurs à gages. Ni même avoir empoché les 6 000 euros que Laurence Honoré a laissés sur la table d'un bar, comme acompte. On retrouve chez lui nombre de curiosités inhabituelles : carte et plaque de police, écusson du RAID, cartouches de 9 mm, gyrophare et plaques d'immatriculation vierges, mais aussi des extraits du STIC, un imposant fichier de police et un dossier confidentiel défense. Ce n'est « pas carré », a convenu le flic devant ses pairs.

« Il avait compris que Laurence

Entre l'UMP et M. Borloo, le million qui fâche

En politique, on peut aussi s'écharper, lors d'un divorce, pour des affaires de gros sous. L'UMP et le Parti radical (PR) de Jean-Louis Borloo, depuis qu'il a décidé de faire sécession, se menacent mutuellement d'aller devant les tribunaux pour des histoires de pensions.

Depuis 2002, les deux formations ont un statut de partis associés et les élus radicaux une double appartenance, radicale et UMP. Un contrat, renouvelé en 2007 pour la durée du quinquennat de Nicolas Sarkozy, lie les deux formations. Las, M. Borloo a décidé de partir, emportant son parti à sa suite.

« C'est une rupture unilatérale de contrat », juge-t-on à l'UMP. Ou l'on a décidé en conséquence de couper les vivres aux anciens amis. L'UMP, au titre du contrat, versait chaque année 1 million d'euros aux radicaux. Soit plus

des trois quarts du budget du PR. « Le contrat, dans l'article 1 alinéa 5, prévoit que le Parti radical s'engage à ne pas présenter de candidat face à l'UMP, avec qui il est censé s'accorder sur une plate-forme programmatique », précise-t-on à l'UMP. La somme due pour 2011 n'a donc pas été versée.

Fureur des radicaux, qui estiment que l'UMP use de tous les moyens pour contrer la candidature de leur champion. Car, pour les partisans de M. Borloo, le million versé par l'UMP n'est que la contrepartie légitime de financements publics touchés par l'UMP... grâce aux députés radicaux.

Le financement public annuel d'un parti dépend en effet de deux choses : la première tranche est proportionnelle aux résultats obtenus aux législatives précédentes ; la seconde est proportionnelle au nombre de parlementaires inscrits au parti concerné. En

2007, les députés radicaux ont été étiquetés UMP. Comme ils le sont depuis, chaque année.

C'est donc, calculent les radicaux, un million de financement public qui partirait dans les caisses de l'UMP chaque année. Soit le montant de ce qui repartait vers le Parti radical. « Qu'ils viennent alors nous expliquer qu'ils ne doivent leur élection, en 2007, qu'à leur étiquette radicale. S'ils ont été élus, c'est grâce à qui ? », riposte l'entourage de Jean-François Copé, le patron de l'UMP.

Dans un camp comme dans l'autre, on fait plancher les avocats. « On a provisionné la somme... », dit-on à l'UMP. Manière de dire que si M. Borloo renonçait à ses ambitions présidentielles, les choses pourraient s'arranger. « Heureusement qu'ils ont provisionné. Ils pourraient être obligés de payer », riposte-t-on au PR. ■

Pierre Jaxel-Truett

Affaire DSK

Accor engage une procédure de sanction disciplinaire envers un cadre

La direction du groupe Accor a décidé de convoquer, mercredi 27 juillet, Xavier Graff, directeur de la gestion des risques au sein du groupe hôtelier, propriétaire du Sofitel où séjournait Dominique Strauss-Kahn avant son interpellation le 14 mai. Après avoir entendu le colonel Thierry Bourret, patron de l'Office central de lutte contre les atteintes à l'environnement et à la santé publique (Oclaesp), s'exprimer sur France Info à propos du dopage sur le Tour de France, M. Graff lui a adressé, le 24 juin, ce mail : « Au Sofitel NY, nous avons réussi à "faire tomber" DSK. Nous espérons que l'Oclaesp arrivera à faire tomber quelques cyclistes tricheurs cet été. » M. Graff a affirmé depuis, au Point, que ce mail était « une plaisanterie ». Selon le groupe Accor, il encourt une « procédure de sanction disciplinaire, à la suite de la découverte de la non-observation du devoir de réserve qui s'impose dans le cadre de cette fonction ». Lire l'article sur Lemonde.fr ■

Education

Les candidats aux concours enseignants augmentent

Les inscriptions aux concours de l'enseignement ont augmenté de 7 % par rapport à 2011. 69 351 candidats se sont inscrits à la session 2012 des concours externes du second degré, contre 64 125 en 2011. Les inscriptions à l'agrégation ont progressé de 11 %, celles au Capes, de 5 %. En revanche, l'attractivité du métier de professeur des écoles a légèrement diminué : les candidats au prochain concours sont 42 260, soit 1 000 de moins qu'à la précédente session. Selon le ministère de l'éducation nationale, cette augmentation résulte de sa campagne « L'éducation nationale recrute 17 000 personnes en 2011 », diffusée dans les médias. Les syndicats d'enseignants estiment que cette hausse ne compensera pas la forte baisse de candidats enregistrée ces dernières années aux concours du second degré (85 000 candidats en 2010, 115 800 en 2007). ■ Aurélie Collas

Sondage François Hollande et Martine Aubry battraient Nicolas Sarkozy à la présidentielle

Au second tour de la présidentielle, François Hollande battrait largement Nicolas Sarkozy (57 %, contre 43 %) selon un sondage IFOP-France Soir, publié vendredi 22 juillet, réalisé du 19 et 21 juillet auprès de 948 personnes. Martine Aubry l'emporterait avec 53 %, contre 47 % pour le président sortant.

Justice Le Front national poursuit en justice deux auteurs d'une biographie de Marine Le Pen

Le FN a cité à comparaître, mercredi 20 juillet, au tribunal de Paris, Caroline Fourest et Fiammetta Venner, les accusant de diffamation et injure dans une biographie de Marine Le Pen parue début mai (*Marine Le Pen*, éd. Grasset et Fasquelle).

Ariane Chemin

+ NOTRE BD INÉDITE + LE CAHIER JEUX ET PEOPLE + LE FEUILLETON

Été

ELLE

MODE
SHORT, CHINO
SANDALES
JOUEZ LES
BAROUDEUSES
CHICS

NOUVEAU
PRIX
2€

AFFAIRE DSK
manipulatrice,
amoureuse, victime
QUI EST VRAIMENT
NAFISSATOU DIALLO ?

IRRÉSISTIBLES
LES TRUCS BEAUTÉ
DES FILLES HOT

PLUS FIT, PLUS VITE
LA GYM À L'ÉLASTIQUE

spécial
LOVE

COMMENT LE
RENDRE FOU

LES HOMMES TÉMOIGNENT
+ LES DÉTAILS MODE SEXY
NOTRE JEU TEST
ÊTES-VOUS UNE BOMBE ?

EN VACANCES AVEC
VANESSA BRUNO
FAMILLE, SOLEIL ET
CUISINE GOURMANDE

UN ÉTÉ CHEZ LES RICHES
BOBO TEMPS SUR L'ÎLE DE RÉ!

le livre pour
1,50 €
en plus du
magazine

Fatales

CAMILLA LÄCKBERG
LOTTE ET SÖREN HAMMER
URBAN WAITE
KATARINA MAZETTI

Fatales

QUATRE NOUVELLES INÉDITES

INÉDIT VOTRE LIVRE DE L'ÉTÉ*

Frissons garantis avec 4 stars du polar

* Dans la limite des stocks disponibles



En hausse

AVTOVAZ – Le constructeur automobile russe, filiale de Renault, va investir 153 milliards de roubles (3,8 milliards d'euros) d'ici à 2020 pour moderniser ses usines et renouveler sa gamme Lada. En 2010, il a enregistré un bénéfice net de 3,6 milliards contre une perte de 49,2 milliards en 2009.



En baisse

NOKIA – En difficulté depuis trois ans, le constructeur finlandais de téléphones mobiles a annoncé, jeudi 21 juillet, une perte nette de 368 millions d'euros pour le deuxième trimestre 2011. C'est le deuxième résultat négatif après la perte historique du troisième trimestre 2009.

Les cours du jour (22/07/11, 09h41)

Euro	1 euro	1,4222 dollar (achat)
Or	Once d'or	1601,00 dollars
Pétrole	Light sweet crude	99,61 dollars
Taux d'intérêt	France	3,211 (à dix ans)
Taux d'intérêt	Etats-Unis	2,779 (à dix ans)

Crise de la zone euro

Grèce : l'Europe frappe fort pour sauver la zone euro

Le nouveau plan d'aide entériné à Bruxelles permettra peut-être d'éviter la contagion à d'autres pays européens

Bruxelles
Bureau européen

Ce n'est pas un saut fédéral, mais cela pourrait, d'après les dirigeants de la zone euro, permettre d'affronter l'éventuelle contagion suscitée par le prochain défaut partiel de la Grèce. Les chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro sont tombés d'accord, jeudi 21 juillet à Bruxelles, pour ouvrir la porte à un allègement de la dette hellène, une forme de restructuration en douceur aux conséquences encore incertaines.

Exigée par l'Allemagne, cette participation « volontaire » du secteur privé a longtemps divisé les esprits, et suscité un bras de fer sans précédent avec la Banque centrale européenne (BCE). Après des semaines de cacophonie, toutes les forces en présence ont décidé de faire front, quitte à briser un tabou. Et d'ériger des digues, qui, espèrent-ils, les protégeront des réactions des marchés dans les prochaines semaines. Objectif : enrayer les risques de contagion aux pays déjà sous assistance, comme le Portugal, et l'Irlande, et ceux qui sont menacés de l'être, l'Espagne et l'Italie. Pour l'heure, les marchés européens et asiatiques ont bien réagi à l'annonce de l'accord.

Chefs d'Etat d'un côté, banquiers de l'autre. Le sommet de la dernière chance a donné lieu à dix heures de tractations entre deux mondes forcés de s'entendre, mais prêts à tout pour défendre leurs intérêts respectifs. Du côté des chefs d'Etat et de gouvernement, l'accord préliminaire entre l'Allemagne, la BCE, et la France, arraché la veille lors d'un rendez-vous improvisé à Berlin entre Angela Merkel, Jean-Claude Trichet et Nicolas Sarkozy, a facilité le compromis général. Les grandes lignes du plan d'aide sont désormais définies, même si rien n'est encore activé. Afin d'alléger le fardeau de la dette



Le premier ministre grec Georges Papandréou au côté de Herman Van Rompuy et José Manuel Barroso, à l'issue du sommet des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro, jeudi 21 juillet à Bruxelles. THIERRY ROGE/REUTERS

– 350 milliards d'euros au total – d'ici à 2014, la zone euro demande aux banques de renoncer à une partie de leurs créances, comme l'exigeaient l'Allemagne, les Pays-Bas et la Finlande. Une option qui ne sera suivie « pour aucun autre pays de la zone euro », ont martelé les dirigeants européens, jeudi, afin de ne pas assécher le financement privé de la dette souveraine au sein de l'union monétaire.

Pour enrayer la contagion, il a été décidé en contrepartie d'élargir

les outils, mais pas la force de frappe (440 milliards d'euros), du fonds de sauvetage créé en mai 2010, au lendemain du premier plan d'aide à la Grèce. Pour M. Sarkozy, il s'agit désormais d'une « amorce de Fonds monétaire européen ». Dans les faits, ce Fonds européen de stabilité financière (FESF), comme son successeur à partir de 2013, pourront racheter sur le marché secondaire, celui de la revente, la dette des pays sous perfusion. Ils seront de surcroît en mesure de financer la recapitalisation des banques mises à terre par la crise dans les différents membres de l'Union. Une priorité en cas de défaut partiel de la Grèce. Les deux fonds pourront enfin soutenir à titre préventif l'un ou l'autre pays fragilisés, comme l'Espagne ou l'Italie.

La mise en place de cet arsenal inédit a longtemps été rejetée par l'Allemagne. Certains pourraient le considérer comme un pas de plus vers la création d'obligations européennes, une forme de mutualisation des dettes. Angela Merkel, la chancelière allemande, n'est pas de

cet avis, au nom du refus d'une union de transferts financiers. Pour elle, le salut de la zone euro passe par davantage de gouvernance économique, et une plus stricte discipline budgétaire. D'où son intention, avec M. Sarkozy, de faire de nouvelles propositions en ce sens d'ici à la fin du mois d'août.

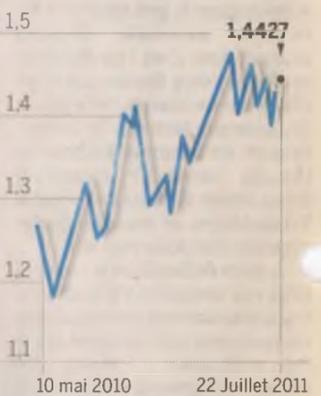
Du côté des banques, la partie n'était pas non plus jouée d'avance. Baudouin Prot, de BNP Paribas, et Joseph Ackermann, de la Deutsche Bank, ont fait le déplacement pour négocier les ultimes modalités de leur offre. Différentes options sont sur la table, au libre choix des créanciers privés. La première consiste à réinvestir dans des titres à trente ans, une partie des sommes remboursées par la Grèce. C'est le roulement de dette, privilégié par les banques françaises. La seconde option, plus lourde, consiste à allonger à 15 ou 30 ans la maturité des prêts, avec des garanties plus ou moins fortes de la part du fonds de secours. La troisième consiste à faire racheter par la Grèce une partie de sa dette,

afin d'en réduire le volume. Quant à la BCE, elle a obtenu, pour soutenir le compromis après des semaines de résistance, des garanties à hauteur de 35 milliards d'euros pour continuer d'accepter comme caution les bons du trésor grecs placés en défaut partiel. Elle avait menacé de ne plus le faire en cas de

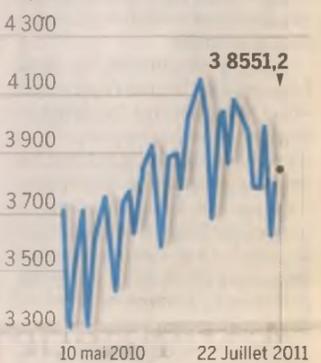
Les réformes agréées jeudi doivent être ratifiées dans les capitales. Le calibrage du plan va se poursuivre

restructuration plus ou moins large de la Grèce susceptible d'entraîner un défaut, même partiel. Jean-Claude Trichet, a estimé que cette participation « volontaire » des banques créancières n'entraînerait pas un « événement de crédit » (modification des termes initiaux entre les contractants), susceptibles d'affoler les marchés. L'Association des

COURS DE L'EURO, en dollar



COURS DU CAC 40, en points à la Bourse de Paris



SOURCE : BLOOMBERG

intervenant du marché des dérivés (ISDA), chargée de déterminer si c'est bien le cas, pourrait rendre son avis dès vendredi.

Tout n'est cependant pas calé, au risque d'alimenter encore l'incertitude. Les différentes réformes agréées jeudi doivent encore être ratifiées dans les capitales. Le calibrage du plan va se poursuivre dans les prochaines semaines, en fonction de l'engagement concret des créanciers privés. Toujours optimiste, Christine Lagarde, dont c'était le grand retour en Europe, à la tête du Fonds monétaire international (FMI), a néanmoins salué « la détermination collective » de la zone euro. Le FMI plaiderait de longue date pour renforcer les mécanismes de sauvetage, et alléger la dette grecque. M. Lagarde a promis de participer au nouveau plan d'aide, mais dans des proportions qui feront l'objet de délicates tractations... à Washington. Car les pays émergents considèrent que le FMI est, après trois ans de crise, trop engagé en Europe. ■

Philippe Ricard

160 milliards d'euros pour alléger le fardeau de la dette

Aide publique Une nouvelle aide de l'ordre de 109 milliards d'euros d'ici à 2014, y compris les 45 milliards d'euros restants du premier plan, cofinancée par le Fonds européen de stabilité financière (FESF) et le Fonds monétaire international (FMI). Sur cette enveloppe, 20 milliards seront consacrés à la recapitalisation des banques grecques, en cas de besoin. La maturité des prêts du FESF est portée de

7,5 ans à 15 ans, avec un taux d'intérêt à la baisse, entre 3,5 % et 4 %.

Secteur privé Une contribution évaluée à ce stade à 50 milliards d'euros sur la période, dont 37 milliards sous forme d'un échange, ou d'un roulement de dette, et 12,7 milliards d'euros par le biais d'une opération de rachat de dette par la Grèce grâce aux prêts du fonds.

« La Grèce appelle une solution exceptionnelle et bien spécifique »

Verbatim Les principaux extraits de la déclaration des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro à l'issue du conseil européen de jeudi

« Nous (...) sommes résolus à faire tout ce qui est nécessaire pour assurer la stabilité financière de la zone euro (...). L'euro repose sur des fondamentaux économiques solides. Mais les difficultés auxquelles nous sommes confrontés ont montré que des mesures plus ambitieuses s'imposent (...)

Grèce : (...) Nous convenons de soutenir un nouveau programme pour la Grèce et, avec le FMI [Fonds monétaire international] et la contribution volontaire du secteur privé, de couvrir intégralement le déficit de financement.

Le financement public total s'élèvera à (...) 109 milliards d'euros.

Ce programme visera, notamment grâce à une réduction des taux d'intérêt et à un allongement des délais de remboursement, à ramener l'endettement à un niveau (...) plus supportable (...).

Nous appelons le FMI à continuer de contribuer au financement du nouveau programme (...). Nous avons l'intention d'utiliser le FESF [Fonds européen de stabilité financière] en tant qu'instrument de financement (...). Nous avons décidé d'allonger (...) le délai de remboursement des futurs prêts consentis par le FESF à la Grèce en le portant des 7,5 années actuelles à un minimum de 15 ans et jusqu'à 30 ans avec un délai de grâce de 10 ans (...).

Dans le cadre du FESF, nous accorderons des prêts à des taux d'intérêt équivalents à (...) environ 3,5 % (...). Nous avons également décidé de repousser sensiblement les échéances de la facilité existante mise en place pour la Grèce (...).

Nous préconisons l'adoption d'une stratégie globale pour la croissance et l'investissement en Grèce (...). Les Etats membres et la Commission mobiliseront immédiatement toutes les ressources nécessaires pour [lui] apporter une assistance technique exceptionnelle (...).

Le secteur financier a indiqué qu'il était prêt à soutenir la Grèce sur une base volontaire (...). La

contribution nette du secteur privé est estimée à 37 milliards d'euros (...). Un rehaussement de crédit sera fourni (...) pour que les banques grecques puissent accéder aux opérations de liquidités (...). A l'égard de la participation du secteur privé dans la zone euro, nous tenons à préciser que la Grèce appelle une solution exceptionnelle et bien spécifique (...).

Afin (...) de faire face au risque de contagion, nous décidons d'augmenter [la] souplesse [du FESF et du MES – Mécanisme européen de stabilité] (...) pour leur permettre (...) de financer la recapitalisation des établissements financiers par des prêts aux gouvernements, y compris dans les pays ne

bénéficiant pas d'un programme ; d'intervenir sur les marchés secondaires sur la base d'une analyse de la BCE [Banque centrale européenne] constatant (...) une situation exceptionnelle (...).

Les taux et les délais de remboursement de prêt(s) que nous avons arrêtés pour la Grèce dans le cadre du FESF seront appliqués également au Portugal et à l'Irlande. Dans ce contexte, nous notons que l'Irlande est disposée à participer (...) aux discussions sur le projet de directive sur l'assiette commune consolidée pour l'impôt sur les sociétés (...).

Les déficits publics dans tous les pays, à l'exception de ceux bénéficiant d'un programme,

seront ramenés sous le seuil de 3 % d'ici 2013 au plus tard (...).

Gouvernance économique : Nous appelons à la mise au point rapide du paquet législatif sur le renforcement du Pacte de stabilité et de croissance et sur la nouvelle surveillance macroéconomique (...). Nous nous engageons à mettre en place, d'ici la fin 2012, des cadres budgétaires nationaux (...). Nous invitons le président du Conseil européen, en concertation étroite avec le président de la Commission et le président de l'Eurogroupe, à présenter d'ici le mois d'octobre des propositions concrètes sur la manière (...) de renforcer la gestion des crises dans la zone euro. ■

Crise de la zone euro

442

« Une faillite d'Etat est finalement assez banale »

Pour l'économiste Kenneth Rogoff, spécialiste des crises financières, il y a un risque de voir la Grèce et le Portugal sortir provisoirement de l'euro

Entretien

Professeur à Harvard (Massachusetts), ancien chef économiste du Fonds monétaire international (FMI), Kenneth Rogoff est aussi l'auteur du best-seller *Cette fois c'est différent. Huit siècles de folie financière* (Pearson, 2010).

Spécialiste des crises financières et des faillites d'Etat, il estime que le plan proposé par les chefs d'Etat et de gouvernement en Europe, jeudi 21 juillet, est une étape nécessaire mais pas déterminante pour en finir avec la crise de l'euro.

Les Européens ouvrent la voie à un défaut partiel de la Grèce. Ou'en pensez-vous ?

Ils ont mis du temps à reconnaître l'inévitable : la dette de la Grèce n'est pas soutenable et doit être réduite. Et c'est une bonne chose de faire admettre aux créanciers privés qu'ils doivent contribuer. Les Européens n'avaient pas le choix. Mais c'est seulement une étape, qui ne résout pas tout. Finalement, la seule grande avancée, est d'avoir fait accepter à la Banque centrale européenne [BCE] d'évoquer un défaut du bout des lèvres. Un obstacle a été franchi. **L'Europe n'est donc pas sortie d'affaires...**

Il n'y a là que des mesures qui permettent, à nouveau, de gagner du temps, quelques semaines face aux marchés. Il manque toujours la solution radicale, déterminante.

Les dirigeants européens n'ont pas évoqué clairement le dispositif concernant le Portugal ou l'Irlande. Jusqu'où peut-on soutenir l'Italie ? Quel est l'avenir de l'euro ? Va-t-on créer une union fiscale ? Toutes ces questions sont sans réponse. Ce qui a été dit et fait n'est qu'un pas de plus, le minimum pour éviter un effondrement imminent.

Le marché a pourtant salué ce plan...

Je trouve étrange que l'euro se maintienne à un tel niveau, je dois le reconnaître. Mais les marchés sont versatiles, contents un jour, affolés le lendemain.

Que faudrait-il faire ?

La crise ne sera pas résolue tant qu'on ne réduira pas drastiquement la dette de la Grèce, probablement de 70%. Celles de l'Irlande et du Portugal sans doute aussi, dans des proportions légèrement inférieures. L'Espagne et l'Italie ont besoin d'aller plus loin dans l'assainissement de leurs finances. L'Allemagne et la France, elles, doivent recapitaliser leurs banques qui en ont vraiment besoin. Il ne faut pas attendre. Les stress tests [du 15 juillet] n'ont pas du tout été à la hauteur de la situation. Il aurait fallu alors obliger les banques à se renflouer massivement. L'échec de cette opération révèle le problème de gouvernance de l'Europe.

Et toutes ces mesures ne sont qu'un point de départ. A la fin, il faut arriver à établir les règles d'une véritable union fiscale. A

mon sens, une union monétaire ne peut être viable sans cela. On ne peut imaginer que Berlin garantisse les dettes de tout le monde, de pays comme l'Espagne ou de l'Italie. Cela finirait par remettre en cause sa propre solvabilité.

Les Européens pouvaient-ils aller aussi loin, prendre de telles décisions lors de ce sommet ?

Ce n'est pas comme si les décideurs européens avaient du temps devant eux. Ils peuvent sans doute faire valoir qu'ils manquent de soutien politique pour aller aussi loin. Il est vrai que cela est compliqué : personne n'a de mandat politique assez puissant pour en décider ainsi et chaque étape requiert un consensus de tous les membres de la zone euro. Mais si on n'avance pas dans cette direction, on aura très vite une série de faillites totalement désordonnées. **L'euro est toujours en danger ?**

Il y a clairement un risque que la Grèce, de même que le Portugal et sans doute d'autres pays, doivent sortir provisoirement de la zone euro. Mais cela n'empêche pas l'euro de continuer à exister. Il était peut-être trop ambitieux de vouloir faire adhérer certains pays à l'euro - il leur aurait fallu plus de temps - mais le cœur de l'union monétaire formé par l'Allemagne et la France reste très solide.

Les plans d'austérité en Grèce, conçus en grande partie par le FMI, n'ont-ils pas aggravé son problème d'endettement ?



ANDREW HARRER/BLOOMBERG

Depuis le début, il fallait envisager une restructuration de la dette grecque, mais les Européens ne voulaient pas entendre parler d'un défaut. Pour des pays comme la Grèce mais aussi le Portugal ou l'Espagne, en panne de croissance, le niveau d'endettement n'est pas soutenable. Donc non, je ne blâmerai par le FMI. Il a fait ce que l'Europe lui demandait et c'est peut-être là son unique faute. C'est l'Europe qui a fait une erreur de diagnostic. **On demande aux créanciers privés de participer de façon volontaire au plan. Est-ce réaliste ? Souhaitable ?**

Faire participer les banques de façon volontaire suppose de leur offrir des conditions avantageuses. Cela coûtera cher. Il aurait fallu que leur contribution soit obligatoire. Mais, bien sûr, le mot « volontaire » tel qu'utilisé par les

dirigeants européens ne reflète sans doute pas la réalité. Je pense qu'ils vont faire pression sur les banques par des moyens divers, notamment réglementaires, pour les obliger à participer au plan. **Dans votre livre, vous rappelez les multiples faillites d'Etat qui ont émaillé l'histoire. Cette fois-ci, est-ce différent ?**

La vraie question est : un pays peut-il survivre à une faillite ? Pour la Grèce et le Portugal, la meilleure solution est sûrement d'effacer une grosse partie de leur dette afin de retrouver de la croissance. Ce ne serait pas la fin du monde.

L'Europe va un peu vite en comparant un tel événement à la faillite de Lehman Brothers. Une faillite d'Etat est finalement assez banale et l'on sait comment gérer le problème d'une restructuration.

Même si l'appartenance à la zone euro change évidemment un peu la donne.

Aux Etats-Unis, la question des finances publiques inquiète aussi à cause du différend entre Barack Obama et le Congrès au sujet du plafond de la dette. Faut-il le supprimer ?

C'est nécessaire, à condition de l'accompagner de règles de discipline budgétaire. Sans cela, le problème se répétera année après année. Et un jour, les Etats-Unis pourraient bien finir par faire défaut. Cette crise est d'abord constitutionnelle. Si on supprime le plafond de la dette [fixé à 14 294 milliards de dollars spot, soit 9 905 milliards d'euros], je ne pense pas que ce sera Armageddon. ■

Propos recueillis par Claire Gatinois et Marie de Vergès

Au terme de négociations serrées, la BCE a fait passer ses revendications

Jean-Claude Trichet obtient le soutien au système bancaire qu'il attendait

Jeu de 21 juillet dans la matinée, Jean-Claude Trichet, le président de la Banque centrale européenne (BCE), était « optimiste ». La veille, il avait dîné avec le président français Nicolas Sarkozy et la chancelière allemande Angela Merkel pour jeter les bases d'un accord sur le plan de sauvetage de la Grèce. Jeudi soir, après dix heures de négociations avec les chefs d'Etat, il était ravi, rassuré « de voir que les gouvernements [avaient] pris la mesure du problème, indiquait son entourage. **L'accord va même au-delà de ce qu'il pensait pouvoir obtenir.** »

Lors d'une conférence de presse, M. Trichet a salué ce nouveau plan d'aide : « le nouveau programme de soutien de l'Union européenne et du Fonds monétaire international [FMI] est crucial pour stabiliser les finances publiques » de la Grèce et « pour garantir la soutenabilité de la dette publique » du pays.

L'accord met pourtant de côté la demande très ferme affichée depuis plusieurs semaines par M. Trichet. « Pas d'événement de crédit, pas de défaut sélectif, pas de défaut », avait-il martelé. « Nous faisons valoir nos arguments, nous ne sommes pas toujours entendus », a-t-il reconnu jeudi. Les modalités de la participation des créanciers privés à l'opération pourraient conduire les agences de notation et ISDA, l'association des intervenants du marché des dérivés, à émettre un jugement de « défaut partiel » ou « d'événement de crédit » (modification des termes initiaux entre les contractants d'une dette). Une opinion qui aurait des conséquences importantes et méconnues sur les marchés.

Pour limiter au maximum les mauvaises surprises, M. Trichet avait émis plusieurs souhaits auprès des gouvernements. Il a d'abord été entendu sur sa demande d'une plus grande flexibilité du Fonds de soutien européen (FESF).

Depuis plusieurs mois, il militait pour que le FESF ait la possibilité, comme l'a fait la BCE, de racheter des titres sur le marché secondaire, c'est-à-dire celui où s'échangent entre les investisseurs les dettes après avoir été émises. Pour lui, il s'agissait de compléter le dispositif actuel d'une force de frappe supplémentaire pour enrayer une violence remontée des taux d'intérêt dans les pays en difficulté. La BCE qui s'est autorisé ce type d'opération en mai 2010, détient actuellement 74 milliards d'euros d'obligations publiques grecques, irlandaises et portugaises.

Les plus grandes craintes de M. Trichet portaient sur le processus de financement du système bancaire

Mais les plus grandes craintes de M. Trichet portaient sur le processus de financement du système bancaire. En cas d'événement de crédit ou de « défaut », même sélectif, son institution aurait les plus grandes difficultés à justifier que les titres de dette grecque soient encore une caution suffisante en contrepartie des prêts qu'elle accorde aux banques. « S'il y avait une garantie, alors le collatéral [les titres que les banques ont mis en dépôt] aurait une certaine valeur », jugeait-on en interne. Pour éviter cet écueil, M. Trichet voulait absolument que les gouvernements garantissent la dette grecque en cas de défaut. Demande accordée : « Les membres de la zone euro se sont engagés à soutenir les collatéraux pour permettre les opérations de refinancement », a indiqué jeudi M. Trichet. La BCE continuera donc de prêter aux banques qui lui

apporteront de la dette grecque.

L'autre plus grande crainte du patron de la BCE, c'est l'effondrement du secteur bancaire grec. Car selon les normes comptables, dès qu'il y a « défaut sélectif », les banques doivent comptabiliser à leur valeur de marché tous les titres de dette grecque qui étaient jusqu'à présent inscrits dans leur bilan à leur valeur d'acquisition. Conséquence immédiate pour les banques grecques : une perte instantanée de 20 milliards d'euros minimum, selon les calculs de la BCE.

Leurs capitaux propres étant loin de pouvoir tenir le choc, sans intervention elles sont en faillite du jour au lendemain. Il faut alors immédiatement les recapitaliser. C'est le scénario catastrophe que M. Trichet a présenté aux gouvernements. Nouvelle satisfaction pour lui : jeudi soir M. Sarkozy a indiqué que le fonds européen « pourrait être amené à participer à la recapitalisation des banques grecques », selon la situation dans les jours qui viennent. M. Trichet a précisé le montant de l'engagement pris par les gouvernements : 20 milliards d'euros !

Enfin, le patron de la BCE avait indiqué à M. Sarkozy et à M^{me} Merkel, mercredi, qu'il était très important d'envoyer un signal fort aux marchés financiers de manière à restreindre les effets de contagion, ces doutes des investisseurs qui se propagent d'un pays à un autre. On allait sauver la Grèce, les marchés auraient alors tout de suite les yeux tournés vers l'Irlande et le Portugal, les deux autres pays sous assistance financière. Il fallait selon M. Trichet indiquer au monde entier que l'enveloppe exceptionnelle serait un « paquet unique » qui ne concernerait que la Grèce. Jeudi, M. Sarkozy a déclaré : « L'implication du secteur privé, nous le faisons pour la Grèce et pour aucun autre pays. » ■

Cécile Prudhomme

unissons-nous pour les enfants unicef

Urgence malnutrition

2 millions d'enfants menacés par la crise nutritionnelle dans la Corne de l'Afrique !

Sécheresse, mauvaises récoltes, prix des denrées de base, déplacements de populations...

En Somalie, en Ethiopie, au Kenya et à Djibouti des centaines de milliers d'enfants sont malnutris et en danger de mort.

Aidons-les !

Donnez à l'Unicef sur : www.unicef.fr

ou par chèque : Unicef France
Urgence Corne de l'Afrique
BP 600 - 75006 Paris

Merci d'avance !

En Grèce, Georges Papandréou se félicite de ce « plan Marshall de type européen »

Le volet financier de l'accord s'accompagne d'un plan de retour à la croissance pour le pays

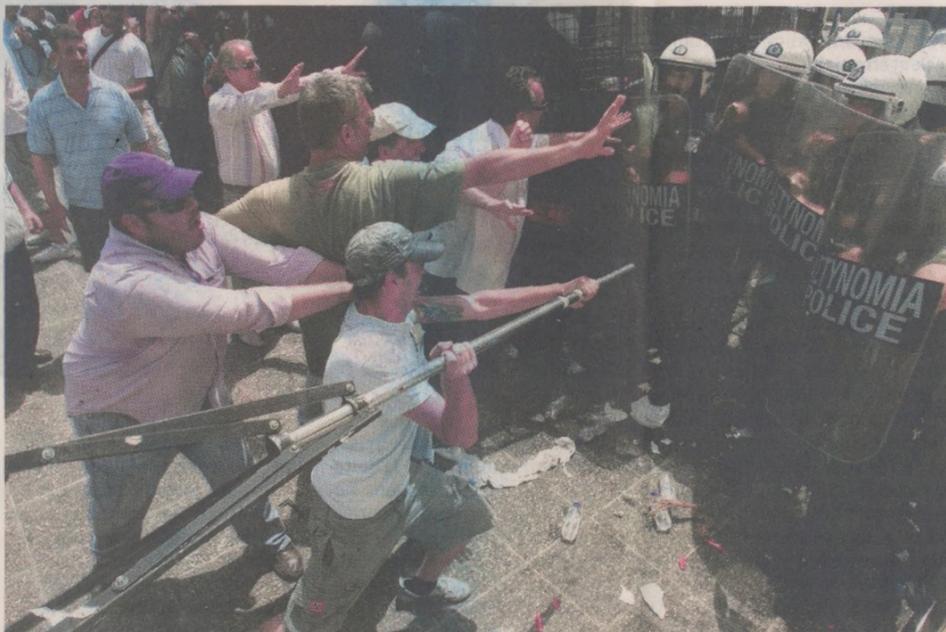
Athènes
Correspondance

A gauche comme à droite, la presse saluait, vendredi 22 juillet, l'accord européen. Le journal de centre droit *Kathimerini* se réjouit ainsi que la Grèce ait « plus de place pour respirer », et « de temps pour faire les changements structurels nécessaires » mais se demande si « nos hommes politiques sont prêts à relever le défi ». *Ta Nea*, proche du Pasok (social-démocrate), salue, lui, « une fenêtre d'espoir ». A gauche, *Eleftherotypia* titre sur « un nouveau plan de 158 milliards d'euros sous contrôle draconien ».

La veille, Georges Papandréou avait tombé la veste en arrivant au sommet européen de Bruxelles. Le premier ministre était entré en réunion souriant, en chemise blanche, la veste sur le bras. Il savait déjà que son pays en sortirait un peu plus léger. « Nous avons enfin un programme pour faire face, à terme, au problème de la dette », s'est-il félicité lors d'une conférence commune avec le président de l'Union européenne, Herman Van Rompuy, et le président de la Commission, José Manuel Barroso. M. Papandréou a estimé que la dette du pays pourrait être allégée de 26 milliards d'euros (sur un total de 350 milliards) d'ici 2014.

Davantage de temps

Le premier ministre repart à Athènes avec un nouveau plan d'aide de 109 milliards d'euros, auquel s'ajoute la « contribution volontaire du secteur privé ». La Grèce va avoir davantage de temps pour faire face à ses échéances. En 2010, le prêt était à rembourser dans les trois ans. Ce délai avait été étendu à sept ans et demi en mars. La Grèce aura désormais entre quinze et trente ans pour rembourser



Les chauffeurs de taxi, ici à Athènes mercredi 20 juillet, se sont mis en grève pour protester contre la libéralisation de leur profession. JOHN KOLESIDIS/REUTERS

ses prêts. Après la faillite de 1932, la Grèce a eu jusqu'à la fin des années 1960 pour rembourser ses dettes.

En contrepartie, l'Union européenne suivra « avec beaucoup d'attention la mise en œuvre rigoureuse du programme ». Autrement dit, la « troïka » – le surnom des représentants du Fonds monétaire international (FMI), de la Commission européenne et de la Banque centrale européenne (BCE) – restera longtemps à Athènes, au grand dam des manifestants réguliers du pays. Les taxis sont en grève depuis le début de la semaine et les dentistes menacent d'en faire autant, pour protester contre la libéralisation de leurs professions.

Le premier ministre socialiste s'est aussi félicité de la mise en place d'un plan Marshall de type

européen pour la Grèce. Contrairement à 2010, le volet financier du sommet s'accompagne d'une « stratégie pour la croissance et le développement en Grèce ». Ce plan s'appuiera sur les fonds structurels européens qui n'étaient plus utilisés par le pays car il n'avait plus les moyens de payer sa quote-part. L'utilisation de ces fonds sera strictement encadrée par une « task force » européenne qui travaillera avec le gouvernement.

Athènes a parfois abusé de ces fonds structurels pour des travaux qui n'étaient jamais terminés, voire même jamais commencés, l'argent disparaissant dans les poches d'intermédiaires. Bruxelles affiche son intention de sévèrement contrôler l'utilisation de ces fonds. « Il fallait faire quelque chose

en faveur de la croissance pour permettre une sortie de la récession et rendre la dette de la Grèce soutenable. Cela aurait dû être fait plus tôt », explique Georges Pagoulatos, professeur d'économie à l'université d'Athènes.

L'incertitude principale porte sur les banques grecques, au cas où les agences de notation estimeraient que le pays est en défaut partiel. L'Europe semble avoir anticipé pour permettre « un flot constant de liquidités vers les banques », selon M. Pagoulatos, qui prédit « une restructuration du secteur bancaire, avec des fusions, des ventes, voire même des nationalisations de banques ». Cette restructuration du secteur bancaire est attendue depuis longtemps. ■

Alain Salles

L'Allemagne accueille l'accord avec optimisme mais estime que des questions restent en suspens

M^{me} Merkel était jusqu'ici très critiquée, tant par les pro-européens que par les eurosceptiques

Berlin
Correspondant

Les premières réactions, en Allemagne, à l'accord auquel sont parvenus les dirigeants européens jeudi 21 juillet, dénotent un optimisme teinté de prudence. Si cette tendance se confirme, la chancelière, Angela Merkel, très critiquée ces dernières semaines, tant par les proeuropéens que

par les eurosceptiques, aura réussi à calmer le jeu politique.

Interrogé par *Le Monde*, le député Gunther Krichbaum (CDU), président de la commission des affaires européennes, se félicite que la France et l'Allemagne soient parvenues à un compromis et juge qu'il était « temps d'agir et non plus de réagir ». S'il espère que le Bundestag validera le compromis, ce spécialiste reconnaissait, jeudi soir,

que deux points essentiels restaient à éclaircir : la participation du secteur privé sera-t-elle vraiment « substantielle », comme le souhaite le Bundestag, et quel sera, à l'avenir, le nouveau rôle exact du Fonds européen de stabilité financière (FESF), dont le champ d'action a été élargi ? « Son rôle accru va être critiqué », prévoit-il, tout en reconnaissant qu'il ne voit « pas d'alternative ». Dès jeudi, la CSU, le parti frère de la CDU en Bavière, qui réunissait ses dirigeants pour une session de travail, a d'ailleurs affiché ses divisions et ses députés eurosceptiques ont donné de la voix.

De son côté, le ministre de l'économie et président du FDP (libéral-démocrate), Philip Rösler, jusqu'ici très réservé sur une nouvelle aide à la Grèce, propose une « sorte de plan Marshall » pour relancer l'économie grecque. Jusqu'à présent, le FDP faisait peu de propositions constructives sur le sujet.

Presse prudente

Dans l'opposition, le SPD, qui n'avait pas exclu, lundi, d'apporter sous certaines conditions son soutien à Angela Merkel sur le dossier européen, jugeait, jeudi, que l'accord conclu à Bruxelles est « seulement un compromis minimal ». Néanmoins, Henrik Enderlein, économiste proche du SPD, reconnaît que le nouveau rôle du FESF constitue une avancée politique indéniable. « Pour la première fois pendant cette crise, la chancelière a privilégié la stabilité de l'Union et non des considérations de politique intérieure », indique-t-il au *Monde*. Mais, pronostique-t-il, ce faisant, la chancelière « risque de se retrouver sans majorité dans son propre camp ».

La presse reste, elle aussi, prudente. Le quotidien populaire *Bild* note à la fois que « la Grèce est officiellement en faillite » mais son commentaire se félicite du compromis trouvé : « Mieux vaut tard que jamais ». Le quotidien conservateur *Frankfurter Allgemeine Zeitung* se contente pour le moment de prédire des jours difficiles aux banques européennes. La *Süddeutsche Zeitung*, de centre gauche, estime qu'« il y a de nombreuses possibilités de sauver l'euro et réduire les problèmes de la Grèce. Mais plus personne ne remet en cause le système. L'euro demeure ». Comme le résume le *Tagesspiegel*, « l'Europe continue. Et le sommet de Bruxelles qui a limité les dégâts devrait être un premier pas ».

Même tonalité du *Handelsblatt*, le quotidien des affaires, pour lequel « il faut un nouveau manifeste » européen. « Soit la politique fait un grand saut en avant, soit l'économie fait un grand pas en arrière. Il n'y a pas d'alternative », estime le journal. Celui-ci juge par ailleurs que la Banque centrale européenne (BCE) sort gagnante du sommet. En effet, avec l'élargissement du champ d'action du FESF, la BCE « peut se concentrer à nouveau sur la politique financière aux responsabilités politiques », ce qu'elle souhaitait depuis longtemps. ■

Frédéric Lemaître

Les politiques entre « réponses profondes » et « course à l'abîme »

Les leaders politiques français divergent au lendemain du nouveau plan d'aide à la Grèce

Historique pour les uns, simples « colmatages provisoires » pour les autres, ou encore « course à l'abîme », les réactions au nouveau plan de soutien à la Grèce décidé jeudi 21 juillet lors du sommet de Bruxelles se succèdent.

Pour le ministre français de l'économie, François Baroin, « les réponses apportées sont exceptionnelles, profondes, puissantes, durables, et donnent des garanties à la Grèce d'accompagner dans la durée sa remise à un niveau acceptable ». Interrogé vendredi 22 juillet sur RTL, M. Baroin a qualifié « de rendez-vous historique », la réunion de Bruxelles, « qui trace aussi des perspectives d'avenir sur la future gouvernance économique européenne ».

La ministre du budget Valérie Pécresse a estimé sur RMC Info que ne pas sauver la Grèce aurait coûté « plusieurs milliards d'euros par an » à la France, en hausse de taux d'intérêts sur des prêts qui lui seraient accordés. En outre, « sauver la zone euro c'est garantir aux Français qu'on pourra s'endetter à des taux très bas – et donc on ne paiera pas notre dette tellement cher –, qu'on ne pourra plus financer nos services, qu'on ne pourra plus financer notre protection sociale », a plaidé la porte-parole du gouvernement.

De son côté le secrétaire général de l'UMP, Jean-François Copé, a « salué » l'accord trouvé par les dirigeants de la zone euro, « sous l'impulsion décisive du président Sarkozy » et du « couple franco-allemand ». « L'enjeu était majeur, a-t-il indiqué. Si la zone euro laissait tomber la Grèce, c'est l'Europe toute entière qui se serait effondrée, et les Français en auraient payé le prix. Sauver la Grèce, c'est protéger les Français ». M. Copé estime que ce « sauvetage » est le fruit de l'action du chef de l'Etat Français, auquel il rend hommage dans un communiqué : « Le président de la République a une nouvelle fois fait preuve de sa réactivité, de sa capacité de rassemblement, d'entraînement et de sa détermination pour sauver la Grèce et l'ensemble de la zone Euro ». Pour le numéro un de l'UMP, avec cet accord, l'Europe donne un signal : « La zone euro est forte, solidaire et unie, elle ne se désagrègera pas face aux attaques des spéculateurs. »

« Le cœur du problème reste toutefois entier : bâtir le gouvernement de l'euro »

Martine Aubry
candidate à la primaire du PS

Les candidats à la primaire PS pour l'élection présidentielle se sont montrés moins positifs. Invité de France Info, François Hollande juge que « c'est un accord nécessaire, mais tardif et insuffisant ». Et d'expliquer : « Tardif, parce que si ces mesures avaient été prises il y a 18 mois, il n'y aurait jamais eu de crise de la zone euro. (...) Insuffisant, parce qu'il n'y a pas une agence européenne qui a été créée pour emprunter, on en reste à ce stade, ces prémices ». Selon lui, l'Europe doit se doter de la capacité d'emprunter pour elle-même, pour se substituer aux États défaillants.

Autre candidate à la primaire du PS, Martine Aubry a salué l'accord signé à Bruxelles. « Nous le devons

au peuple grec, nous le devons à l'Europe », a affirmé M^{me} Aubry, selon laquelle « des prêts européens à long terme de quinze à trente ans, des taux d'intérêts abaissés à 3,5 %, ce sont les conditions nécessaires, à défaut d'être suffisantes, d'un redressement des finances publiques grecques ». M^{me} Aubry se « réjouit aussi que le secteur privé ait été mis à contribution, même s'il a fallu pour ce faire offrir des garanties coûteuses pour l'Europe et la Grèce ». Toutefois, pondère la dirigeante socialiste, qui au passage s'en est pris aux agences de notation – « elles pèsent sur les choix qui concernent un demi-milliard d'habitants » –, « le cœur du problème reste toutefois entier : bâtir le gouvernement de l'euro ».

« La zone euro est forte, solidaire et unie, elle ne se désagrègera pas face aux attaques des spéculateurs »

Jean-François Copé
secrétaire général de l'UMP

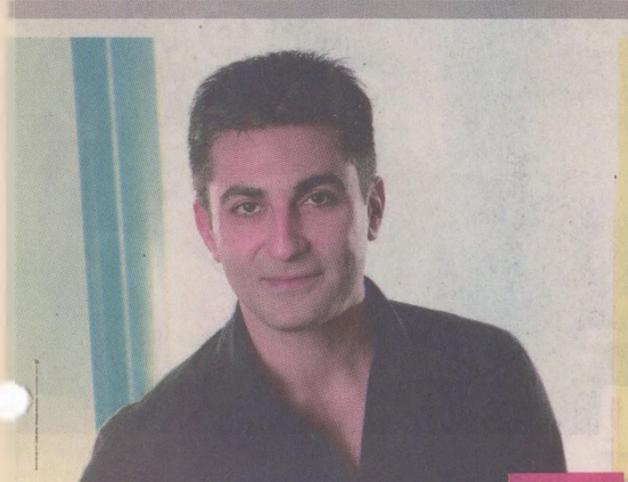
Plus circonspecte, Ségolène Royal, elle aussi candidate à la primaire du PS a estimé que « ce 23^e sommet européen n'apporte que des colmatages provisoires à une crise de l'euro sans précédent, qui va bien au-delà du problème de la dette de la Grèce ». Pour M^{me} Royal « les conclusions de ce sommet sont à court terme et n'engagent aucune réforme de structure, comme si les dirigeants européens étaient tous prisonniers des échéances électorales et n'avaient pas le courage d'agir, une fois de plus ».

Marielle de Sarnez, vice-présidente du MoDem, n'est pas loin de partager ce point de vue. « Ce plan d'urgence va redonner un peu d'oxygène à la Grèce, mais ne suffira pas à régler la question, qui concerne l'ensemble de la zone euro », assure la principale collaboratrice de François Bayrou.

Résolument hostile, Jean-Luc Mélenchon, candidat du Front gauche à l'élection présidentielle, déplore que « l'Union Européenne s'affiche résolument comme une oligarchie politico-financière ». Selon le député européen, ce plan écarte « la seule solution efficace pour casser la spéculation en refusant toujours que les États se financent directement auprès de la Banque centrale européenne ». M. Mélenchon relève que « la décision de baisser les taux d'intérêt imposés à la Grèce, l'Irlande et le Portugal donne raison à ceux qui comme [lui] ont dénoncé leur montant trop élevé ». M. Mélenchon, qui considère « factice » la contribution du secteur privé, fustige « les dirigeants européens aveuglés [qui] emmènent la zone euro dans le mur ».

Marine Le Pen est, elle aussi, hostile à l'accord : « Ce n'est pas la Grèce que l'on sauve, c'est l'euro. C'est ça la grosse escroquerie ! », a-t-elle lancé. « On se retrouve dans la même situation qu'il y a un an : on remet 109 millions sur la table qui ne serviront pas plus que ceux de l'année dernière. On aggrave notre endettement et on va accompagner ça d'une limitation de notre système social. Les impôts vont augmenter et c'est le pouvoir d'achat des Français qui va en subir les conséquences », a continué la présidente du Front national, qui prône une « sortie concertée de l'euro ». ■

Service France



EMMANUEL KHÉRAD
18h10 - Escale Estivale
samedi et dimanche

Les choix culturels du journal

Le Monde

franceinter.com

france
inter